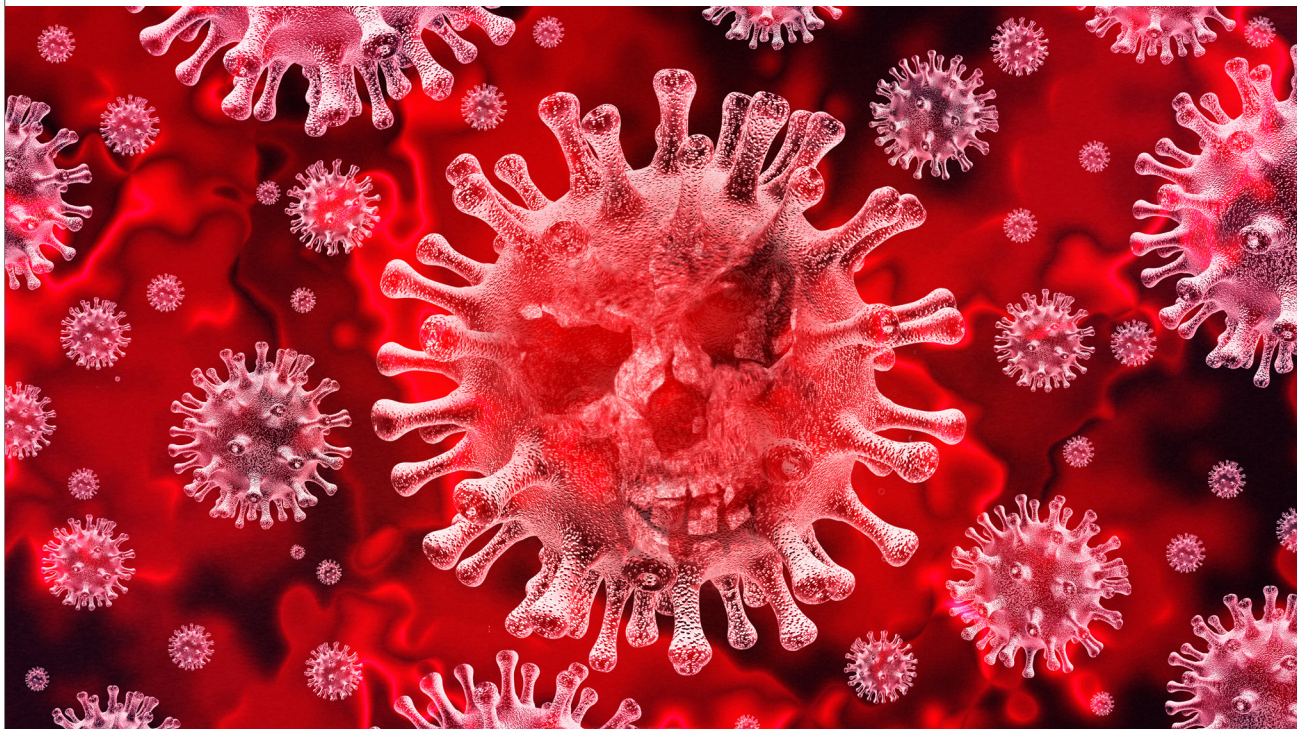


COVID-19, REFUSONS L'ÉTAT D'URGENCE MACRON ! L'URGENCE EST A LA PROTECTION DES SALARIES ET DE LA POPULATION ET A L'AMELIORATION DE NOTRE SYSTEME DE PROTECTION SOCIALE ET DE SANTE !



Le flou des annonces gouvernementales : Restez chez vous, mais allez travailler en transport en commun !

Que ce soit le 1er Ministre ou le Président de la République, le moins que l'on puisse dire c'est le manque de clarté de leurs annonces au moment justement où la situation exige des consignes précises, courtes et sans ambiguïté.

Au lieu de cela, chaque intervention fait l'objet de questions/réponses et de demande de confirmation qui alimentent les chaînes de désinformation.

L'exemple le plus emblématique selon nous concerne les salariés qui doivent rester chez eux, alors que dans le même temps ils sont autorisés à se rendre sur leur lieu de travail...En transports en commun ! C'est irresponsable et paradoxal. Les patrons ne se gênent pas pour le rappeler aux salariés contraints de subir le risque de contamination : Santé Publique ou Capitalisme ?

Garde d'enfants, Télétravail, Chômage partiel et droit de retrait : Maintien du service public

Au lieu de faire primer le confinement avec maintien de salaire à 100% pour tous, les mesures proposées se percutent et se prennent au détriment des salariés au seul bénéfice de l'entreprise. Il faut travailler coûte que coûte ; les caissières vont risquer la réquisition parce qu'elles exigent d'être protégées du virus.

Avec le télétravail, les salariés découvrent que les patrons peuvent leur imposer, avec un flicage draconien dans certains cas...Nous sommes contrôlés à nos domiciles ! Le télétravail, sachez-le, s'il est mis en place annule la possibilité de garder ses enfants ! L'exercice du Droit de retrait est menacé de contestation systématique par les patrons.

Le chômage partiel devient une menace, alors que certaines de nos institutions dépendent d'un budget 2020 déjà voté par le parlement qui permet le maintien de salaire !

Des milliards pour les patrons : Facile !

Une loi de finance rectificative, une allocution à 300 Milliards d'euros, des promesses sur fonds de mensonge : On ne nous la fera pas ! En fait ce seront des milliards pour les entreprises, déjà largement perfusées de centaines de milliards d'aides ou d'exonérations diverses chaque année. Ce ne sont pas les entreprises qui ont besoin de milliards, ce sont nos systèmes de protection sociale et de santé publique. Si la population est malade qui viendra produire la richesse !

Le Covid-19 : Vers La fin des libertés individuelles et du Droit du travail ?

Entre la promesse d'un État d'Urgence permanent par voix d'ordonnance, et des décisions patronales sans les consultations des CSE obligatoires, le Covid-19 a tôt fait de devenir une aubaine pour les tenants de l'autoritarisme et de la suppression d'un code du travail trop contraignants. En effet si l'état d'urgence sanitaire est déclaré le gouvernement pourra d'autorité s'attaquer à nos congés payés, aux RTT, à la durée légale du travail et procéder à des réquisitions...

Quel est le lien avec notre santé si ce n'est pour s'attaquer à nos droits sociaux ?

Au lieu de faire primer la question de la santé publique et donc celle des salariés et de la population, ce gouvernement en profite lâchement pour imposer des décisions liberticides et contraires aux fondements de ce qu'il reste du Droit du travail.

Macron, Patrons autocrates par Ordonnances

Dès lors, Macron s'insinue dans nos espaces de libertés pour nous soumettre à ses ordres ou à ceux de nos employeurs. A toute soumission le Covid-19 est le prétexte. Le flou du discours cache la préparation d'une stratégie visant à nous soumettre. Dès lors, la rupture démocratique se consomme et se consume. Quel est le véritable virus actuellement ?

Stoppons La casse de notre sécu et notre système de santé publique

La réalité est tout autre. Il suffit de se pencher sur les conséquences des politiques conduites ces derniers temps :

. 17500 lits fermés depuis 2013 (source ministère santé décembre 2019) sachant que 78% de ces suppressions concernent le secteur...public !!!

. Selon la CGT, il manque 100 000 postes dans les hôpitaux et 200 000 dans les EHPAD mais également dans le secteur du maintien et du soin à domicile, secteur complètement laissé pour compte et sinistré.

. L'Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie (ONDAM) est à 2,5%, soit bien en dessous des 4,5% qu'il faudrait pour maintenir l'existant.

. La CGT a qualifié le PLFSS 2020 d'irresponsable, avec 2,7 milliards d'euros d'économies supportées rien que par la sécurité sociale.

. Une sécurité sociale dont l'État organise le déficit alors que ses excédents sont en fait de 11 Milliards

La priorité c'est la santé de la population et des salariés
Des milliards pour la Sécu, notre système de santé publique et nos retraites
Refusons l'État d'urgence !